

Table des matières

<i>Abréviations</i>	9
<i>Préface de Laurent Berger</i>	11
<i>Avant-propos</i>	15

Première partie

LE DROIT DU SILENCE : LA CITOYENNETÉ INTERDITE (DE 1830 AUX ANNÉES 1880)

<i>Introduction</i>	27
Un droit presque exclusivement privé	28
Un droit de l'ordre productif	29
La révolution industrielle : un processus complexe	30

Chapitre I

Les corps soumis	35
-------------------------------	----

L'entrée dans un nouvel espace-temps	36
---	----

Hétérochronie : un temps social inédit	40
--	----

Hétérotopie : des espaces à part	43
--	----

Mobilisation du droit	44
-----------------------------	----

<i>Instituer la clôture</i>	44
-----------------------------------	----

<i>Éviter les comportements de toute influence du « dehors »</i>	46
--	----

<i>Civiliser les « barbares »</i>	47
---	----

Un nouveau dispositif de pouvoir	49
---	----

Crise du modèle commensal : de la proximité à la distance	50
---	----

Le patron législateur	52
-----------------------------	----

Le patron, seul juge	54
----------------------------	----

<i>Amères amendes</i>	54
-----------------------------	----

<i>L'arme du congédiement</i>	55
-------------------------------------	----

<i>Contrôle élargi : le livret ouvrier</i>	58
--	----

<i>Recours au juge</i>	61
------------------------------	----

Retour à l'esprit du modèle commensal : le patronage	64
--	----

<i>Une intuition et une conviction</i>	64
--	----

<i>Une stratégie originale</i>	66
--------------------------------------	----

<i>Un rapport complexe au droit</i>	70
---	----

– Le rêve d'une clôture totale	70
--------------------------------------	----

– La mise hors-jeu du droit	74
-----------------------------------	----

Chapitre II

Les corps protégés	85
---------------------------------	----

L'intervention de l'État, mal nécessaire	89
---	----

Dans son principe, une intervention contre nature	90
---	----

« Limiter les abus les plus choquants » (Leroy-Beaulieu)	92
--	----

L'État et les « incapables »	93
------------------------------------	----

À la marge... mais pas plus loin	93
--	----

Passage à l'acte	95
Des textes sans surprise	98
Des garanties d'effectivité douteuses: Inspection du travail et tribunaux	100
1848: une parenthèse vite refermée	103
 <i>Chapitre III</i>	
Les corps atomisés	117
La subordination: un faux problème	118
Dénégation: le problème ne se pose pas	118
Transmutation: la subordination, acte de soumission consentie	120
Le social... mais pas n'importe lequel!	121
Libérer la créativité individuelle	122
Discriminer « bon » et « mauvais » social	127
<i>Préserver le « bon social » de toute contagion</i>	127
– Les sociétés de secours mutuel	127
– L'association ouvrière de production	131
<i>Neutraliser le « mauvais social »</i>	133
– L'option répressive	134
– Un double standard	136
– La preuve par la pratique judiciaire	137
– Le retournement libéral	140
 <i>Bibliographie</i>	153

Deuxième partie

**VERS LA LIBÉRATION DE LA PAROLE: LA CITOYENNETÉ ESQUISSÉE
(DES ANNÉES 1880 À 1936)**

<i>Introduction</i>	159
 <i>Chapitre IV</i>	
Nouvelle représentation des statuts et rapports de travail	165
Naissance du « contrat de travail »: lecture d'un événement	166
Le paradoxe de la subordination libératrice	168
Intolérable vérité: stratégies de résistance	170
<i>Dénégation</i>	170
<i>Extériorisation</i>	172
<i>Transfert interne</i>	175
<i>Compensation</i>	177
Dépassement de la protection des corps?	178
Temps de vivre	180
<i>Élargissement de la protection</i>	180
<i>Généralisation à l'ensemble des salariés</i>	182
<i>Enrichissement</i>	184
– Restauration du repos hebdomadaire	185
– La journée de huit heures	186
Moyens de vivre: la question du salaire	189
<i>Un nouvel horizon revendicatif: le minimum</i>	189
<i>Un enjeu majeur de négociation</i>	191

Droit de vivre: la protection contre les accidents du travail	194
<i>Réparation d'abord</i>	197
– Garantir la réparation	198
– Au prix d'une révolution juridique	201
– Incontournable technique assurancielle	204
<i>Esquisses de prévention</i>	205
– Un moment de cristallisation	206
– Réalisations	210
<i>Amélioration des conditions de travail?</i>	213
Lézardes dans le modèle d'autorité	216
Liquidation des derniers vestiges du paternalisme et la suppression du livret ouvrier	218
<i>Fin d'une survivance: les économats</i>	219
<i>Un paternalisme new-look?</i>	221
La question du pouvoir: les règlements d'atelier	223
Nouveau discours de légitimité	227
1914-1918: « point de départ d'une politique nouvelle » (H. Dubreuil)	230
Années 1920-1930: légitimité par la fonction	232
<i>Chapitre v</i>	
La naissance du social	253
Les impasses de l'individualisme	254
Émile Durkheim: la sociologie d'une politique	254
Le solidarisme: la politique d'une sociologie	256
Entrée en scène du collectif	257
L'expérience de la clandestinité	258
1884: deux pas en avant, un pas en arrière	259
<i>Levée de boucliers</i>	260
« La carte syndicale contre la révolution sociale »	262
<i>L'amorce d'une évolution décisive</i>	263
Des acteurs aux règles du jeu	266
Éteindre les conflits	267
Métaboliser les conflits par la négociation collective	273
<i>Préserver l'autonomie individuelle</i>	277
<i>Favoriser l'émergence d'une « loi contractuelle »</i>	278
<i>Le compromis de 1919</i>	281
Social et État: néo-corporatisme à la française	283
L'État dans la société	284
<i>Penser pour « diriger la conduite collective »</i>	286
<i>Connaître: méthode empirique et Office du travail</i>	287
<i>Agir: réguler</i>	291
– Réglementer	291
<i>L'inspection du travail prend corps</i>	291
<i>Le ministère du Travail: un symbole</i>	294
– Susciter	295
La société dans l'État	298
<i>Nouvel art de gouvernement?</i>	298
<i>Un débat révélateur autour de la représentation professionnelle</i>	301

<i>Chapitre VI</i>	
Le droit du travail en sa phase adolescente	315
À distance du droit civil	315
Consommer la rupture	316
Symboliser la rupture: naissance du Code du travail	318
Aimantation par le droit public: la logique institutionnelle et statutaire	320
La logique statutaire comme arrachement à l'emprise des volontés individuelles ...	322
La logique institutionnelle comme principe régulateur du pouvoir	324
<i>Bibliographie</i>	335

Troisième partie

**LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE À SON APOGÉE:
LA CITOYENNETÉ RECONNUE (1936-1980)**

<i>Introduction</i>	343
L'empreinte de l'événement	343
1936 : « une révolution culturelle »	343
1945 : « Ce terrible enfantement est celui d'une révolution »	346
1958 : l'ère de la participation et ses ambiguïtés	347
1968 : la crise de l'autorité	347
L'accès de la société française à la modernité	349
Accélération du processus de socialisation	350
L'entreprise à la croisée des chemins	352
<i>Chapitre VII</i>	
Le collectif ouvrier, acteur dans l'entreprise	359
Délégués du personnel: logique d'ajustement	359
Comités d'entreprise: logique d'initiative et de contrôle	362
L'ambition organisatrice de Vichy	362
Le Programme de la Résistance	364
Les expériences spontanées de la Libération	364
<i>La solution de prudence l'emporte</i>	365
<i>Une mise en œuvre laborieuse</i>	368
– 1 ^{re} étape: l'heure des dangers (1945-1965)	368
– 2 ^e étape: le temps de la maturité (1966-1982)	370
Syndicats dans l'entreprise: logique de contestation-négociation	372
Syndicalisme sans syndicat	372
Prémices	373
1968 : le syndicat, interlocuteur naturel du chef d'entreprise	376
<i>Chapitre VIII</i>	
Une citoyenneté individuelle étoffée	383
Citoyenneté sociale émergente	383
Sécurité et santé: impératif catégorique	384
<i>De la prévention à l'intégration de la sécurité</i>	384
<i>Le bien-être par l'amélioration des conditions de travail</i>	387
Durée du travail	391

<i>Semaine de 40 heures</i>	392
<i>Congés payés</i>	392
Salaire : garanties du minimum et de stabilité	394
<i>Minimum minimorum en 1950</i>	394
<i>Minimum de participation en 1970</i>	396
<i>Garantie de stabilité en 1978</i>	398
Sécurité de l'emploi.	399
<i>Droit de l'accès à l'emploi</i>	400
<i>Droit au maintien dans l'emploi ?</i>	400
– 1973 : le licenciement de droit commun	402
– 1975 : le licenciement économique	403
Citoyenneté culturelle esquissée	404
Citoyenneté civile en souffrance	406
 <i>Chapitre IX</i>	
La négociation accède à la maturité	415
1936 : le tournant	415
1946 : la rigueur	416
1950 : retour à la liberté	416
1971 : vers la généralisation	417
Le social, acteur et créateur de droit	418
Garantie de représentativité	419
Vers l'élargissement du champ de la négociation	421
De la convention collective à la politique contractuelle	423
Libérer la société de l'emprise étatique	424
Faire émerger une culture du conflit	424
Esquisse d'un bilan	425
 <i>Chapitre X</i>	
Le droit du travail, technique autonome	431
Logique statutaire	431
Densité nouvelle de l'ordre public social	432
Protection de l'emploi	433
Magistrature sociale ?	437
Des principes généraux du droit du travail	438
Logique institutionnelle	439
Les intuitions de Paul Durand	440
Signes d'évolution	441
<i>De l'organisation à l'institution</i>	441
<i>L'entreprise, « espace politique »</i>	442
<i>Une jurisprudence réceptive</i>	445
– Nouvelle approche de la propriété : la question des occupations d'usines	445
– Quand droit et pouvoir coïncident : l'Unité économique et sociale	446
<i>Crise de l'emploi</i>	448
<i>Crise de la société</i>	449
<i>Crise du droit</i>	450
Bibliographie	459

Quatrième partie
LE TEMPS DES INCERTITUDES : LA CITOYENNETÉ ÉBRANLÉE
 (DE 1981 À 2000)

<i>Introduction</i>	467
Un nouvel horizon de citoyenneté: les lois Auroux	467
Le choc de la troisième révolution industrielle	470
Désindustrialisation?	475
 <i>Chapitre XI</i>	
Un rapport salarial déséquilibré	479
Le temps de la précarité	481
Précarité de l'emploi	481
Précarité par le travail	484
Flexibilité: une réalité composite	485
Flexibilité fonctionnelle et interne	486
<i>Déclinaisons variées</i>	486
<i>La formation, de l'obligatoire à l'impératif</i>	487
Flexibilité statutaire et externe	489
<i>Allègement: le licenciement économique</i>	490
<i>Amortissement: le travail précaire</i>	493
<i>Déplacement: l'externalisation</i>	493
Les nouveaux « dégâts du progrès »	496
De notables évolutions du droit des conditions de travail	496
Travail sous haute tension: une nette dégradation	501
 <i>Chapitre XII</i>	
Un collectif désagrégé	515
Retour de l'individu dans le droit du travail	516
Les libertés aux avant-postes	516
Individualisation et autonomie	518
<i>Individualisation</i>	520
<i>Autonomisation</i>	523
<i>Les habits neufs de la subordination</i>	525
Fin du salariat?	529
<i>Un objectif majeur</i>	529
<i>Une évolution déjà amorcée</i>	530
<i>Un désir contredit par une réalité...</i>	531
<i>... attestant le constant développement du salariat</i>	531
Modernisation sociale: deux cultures en tension	532
<i>Activer la démocratie participative</i>	532
<i>Selon la technique représentative</i>	533
Les IRP entre soutien et doutes	534
<i>Bonne implantation</i>	534
<i>Doutes quant à leur fiabilité</i>	535
L'acteur syndical dans la tourmente	537
<i>Greffes inabouties</i>	539
<i>Le « virus de l'institutionnalisation »</i>	541

<i>Surpolitisation inductrice de division</i>	541
Négociation collective : une pratique sans foi	544
Haut niveau de productivité sociale	545
<i>Des progrès quantitatifs</i>	545
<i>Des déplacements qualitatifs</i>	546
Une culture en souffrance	548
<i>Culture de la distance</i>	549
<i>Faiblesse de la société civile</i>	552
<i>Dépendance vis-à-vis de l'État</i>	554
 <i>Chapitre XIII</i>	
Refonder ?	563
Concordance des temps	563
L'entreprise écartelée	564
Concilier stabilité des garanties et discontinuité des parcours	566
Concordance des ordres individuel et collectif	573
Indispensable démocratie représentative	575
<i>Effectivité</i>	575
<i>Lisibilité</i>	577
Souhaitable démocratie participative	579
Concordance des lieux : la négociation collective	580
Au niveau européen : les prémices	580
Au niveau national : la réforme inachevée... ..	582
 <i>Bibliographie</i>	591

Cinquième partie

LE TEMPS DES INCERTITUDES : UNE CITOYENNETÉ NÉBULISÉE (DU DÉBUT DES ANNÉES 2000 À NOS JOURS)

<i>Introduction</i>	597
D'une fonctionnalité exogène : le bras de fer.....	597
... à une fonctionnalité endogène : la main dans la main.....	598
Que s'est-il donc passé ?	600
Chirac, Sarkozy, Hollande : recherches de voies nouvelles	602
Macron : le discours décomplexé du « tout pour l'emploi »	603
 <i>Chapitre XIV</i>	
La salarié au risque de se perdre	607
« Métamorphoses du travail »	609
L'embellie du travail.....	609
<i>Retour en grâce du travail</i>	609
<i>Personnalisation</i>	610
<i>Coopération</i>	611
Les pathologies de la modernité du travail	612
<i>Une nouvelle temporalité</i>	613
<i>Un nouveau style de relations de travail</i>	614

TABLE DES MATIÈRES

<i>Le désir entravé d'un travail « bien fait »</i>	615
<i>La précarisation, vecteur de nouvelles pauvretés</i>	616
Le contrat de travail en plein brouillage	617
Autonomie croissante du travail	620
Un désir croissant d'indépendance	622
Des choix politiques	622
<i>L'employabilité, nouveau sésame</i>	623
<i>Le salarié, sac au dos</i>	624
 <i>Chapitre xv</i>	
L'entreprise entre hypercapitalisme et institutionnalisme	633
Logique centripète confiscatoire	633
Logique centrifuge « responsabilisatoire »	634
 <i>Chapitre xvi</i>	
La négociation collective et l'État : redistribution des cartes ?	639
Compromis avec... l'idéal	639
Le poids du passé : permanence du statocentrisme	642
La redécouverte de la verticalité	642
Prudence suspicieuse : les syndicats hors-jeu ?	643
<i>Du pluralisme à l'émiettement</i>	645
<i>Économique et social : même combat ?</i>	645
 Bibliographie	651
Épilogue	653
Postface de Philippe Waquet	659
Index thématique	663
Index des noms	667